

RISQUE PAYS

Chine : Bravo à la croissance mais gare aux impayés

Chapeau :

Cette enquête réalisée par plate-forme régionale chinoise de la Coface, entre le 17 octobre et le 25 décembre 2005, a recueilli les réponses de 272 entreprises enregistrées en Chine continentale. 80 % de ces entreprises sont des joint-ventures ou des entreprises 100% étrangères connaissant parfaitement le concept et l'importance de la gestion du risque de crédit. Cette enquête avait pour objectif de permettre une compréhension approfondie de la gestion du risque de crédit pour les entreprises implantées en Chine continentale. Ci-dessous quelques extraits.

Les impayés augmentent

1. Le risque d'impayé pour les entreprises présentes en Chine augmente. La situation des impayés liés à des transactions interentreprises à crédit (court terme jusqu' à 6/12 mois) s'est détériorée en 2005. Près de 35% (contre 17% en 2004) des entreprises interrogées ont déclaré subir des défauts de paiement représentant plus de 2% de leurs ventes totales en 2005.
2. Près de 68% des entreprises interrogées considèrent que les défauts de paiement sont principalement dus aux difficultés financières de leurs clients. 21% des entreprises attribuent l'essentiel des défauts de paiement à des fraudes et au manque de moralité de certains clients qui ne respectent pas leurs engagements financiers. Le manque de transparence et de rigueur de gestion sont des facteurs souvent cités également.
3. Les marges tendent à baisser à cause de la guerre des prix et de la hausse des coûts de production (énergie, matières premières, salaires), notamment dans certains secteurs tels les téléphones mobiles ou les appareils ménagers. Les risques de paiement augmentent d'autant.
4. Pour se prémunir, 59% des entreprises interrogées estiment avoir besoin des informations fournies par des agences spécialisées. Elles utilisent aussi de plus en plus souvent différents outils de gestion du Poste clients tels l'assurance-crédit, l'affacturage et le recours à des agences de recouvrement de créances.

Les transactions à crédit restent prédominantes.

1. 74% des entreprises interrogées consentent du crédit fournisseur à leurs clients.
2. 32% des entreprises interrogées réalisent plus de 75% de leurs ventes en Chine au travers de transactions à crédit
3. 50% des entreprises interrogées réalisent plus de 50% de leur chiffre d'affaires sous forme de ventes à crédit,
4. Les entreprises issues d'investissements étrangers (entreprises étrangères en propriété exclusive et coentreprises) dépendent fortement de transactions à crédit pour la conduite de leurs activités en Chine. 37 % d'entre elles réalisent plus de 75% de leurs ventes domestiques en Chine sur la base de tels comptes ouverts afin d'étendre leur part de marché en Chine.
5. Pour développer leurs activités et accroître leur part de marché, les entreprises de taille moyenne (chiffre d'affaires global compris entre 51 et 500 millions de RMB) sont les plus agressives. 48% d'entre elles réalisent plus de 75% de leurs ventes via des paiements à crédit.

La prudence s'impose face à des comportements commerciaux inappropriés en Chine.

1. 70% des entreprises qui ont réalisé des ventes à crédit, déclarent l'avoir fait à cause d'une concurrence renforcée.
2. 31% des entreprises interrogées ont consenti ou accru leurs ventes à crédit pour réduire la pression financière exercée sur des clients en difficulté.
3. Selon Xavier Farcot, directeur général adjoint de Coface HK responsable Risque de la plate-forme Grande Chine, *« cette pratique s'avère très alarmante puisqu'elle n'aide pas le client sur le long terme et accroît le risque de défauts de paiement. Plus préoccupant encore, certaines entreprises accordent des conditions de paiement à long terme dans le seul et unique but de satisfaire leurs clients. Cette pratique s'avère dangereuse car elle engendre des comportements commerciaux inappropriés. Une approche plus sûre serait d'accorder des conditions de paiement à court terme puis d'augmenter progressivement leur durée en fonction des renseignements de solvabilité. »*

Les entreprises privées à capital local sont les plus « risquées »

1. 77% des personnes interrogées considèrent que les entreprises privées sont plus « risquées » en terme de défauts de paiement que les entreprises d'Etat, les joint-ventures et les entreprises d'origine étrangère.
2. En règle générale, les entreprises privées ne disposent que d'un capital limité. Elles éprouvent des difficultés à obtenir des financements auprès des banques. Leur situation financière est encore affaiblie par des capacités internes de contrôle de crédit insuffisantes, lorsqu'elles même accordent des conditions de règlement à leurs clients. Ces conditions de règlement engendrent des risques de défaut de paiement plus élevés pour les entreprises privées.

3. Les entreprises d'État finissent par honorer leurs engagements financiers.
4. Les joint-ventures et les entreprises d'origine étrangère en propriété exclusive jouissent souvent de situations financières plus solides, grâce au soutien de leurs sociétés mères. Elles ont donc des comportements de paiement plus satisfaisants et accèdent plus facilement au crédit bancaire.

Coface en Chine

Depuis 2003, Coface est le partenaire technique et le réassureur de Ping An Property & Casualty Insurance pour son offre en assurance-crédit domestique.

En 2005, Ping An et Coface ont couvert 20 milliards de Remimbi de ventes (total annualisé) dans le cadre du marché de l'assurance-crédit en Chine, enregistrant une augmentation de 150 % par rapport à l'année 2004.

« Nous sommes très optimistes quant au potentiel de croissance de ce marché, » déclare Richard Burton, le Directeur général de la plate-forme régionale Grande Chine de Coface. « En s'appuyant sur leur expertise du marché domestique de l'assurance-crédit en Chine, Coface et Ping An sont bien préparées pour accompagner le développement et les besoins en matière de gestion du poste client des entreprises locales et étrangères sur le marché de la Chine continentale, y compris, dans le futur, l'assurance-crédit export lorsque ce marché pourra être ouvert aux acteurs du secteur privé. »

Pour plus d'information au sujet de cette étude, vous pouvez contacter Qingqing Wang, chef représentante du Bureau de Représentation de Coface à Pékin :

Tél : 86 10 6505 70902

E-mail : qingqing_wang@coface.com

Source : Coface